vinetur

Des chercheurs allemands en addictologie appellent à un plan national contre l’alcool et le tabac

Selon eux, l’Allemagne se classe avant-dernière parmi 18 pays en matière de prévention et le tabac et l’alcool sont responsables de plus de 205 000 décès par an

mercredi 25 novembre 2026



Mardi 24 novembre, des chercheurs allemands en addictologie ont appelé à l'adoption d'un plan national visant à réduire la consommation d'alcool et de tabac, estimant que le pays a pris du retard sur une grande partie de l'Europe en matière de prévention et de réglementation.

Cet appel a été lancé à Francfort lors de la présentation du 13e Rapport alternatif sur les drogues et les addictions. Heino Stöver, chercheur spécialisé dans les drogues et président de l'association akzept, a déclaré que l'Allemagne ne disposait pas d'une stratégie nationale coordonnée de lutte contre l'alcool et le tabac et obtenait de mauvais résultats dans les comparaisons internationales. Il a cité le Public Health Index, qui, selon lui, classe l'Allemagne avant-dernière parmi 18 pays en matière de prévention des addictions.

Heino Stöver a affirmé que le délégué du gouvernement fédéral chargé des drogues ne disposait ni d'une stratégie claire, ni d'un budget dédié, ni de campagnes suffisamment ambitieuses pour s'attaquer au problème. Il a également dénoncé ce qu'il considère comme une faible coordination entre les autorités fédérales et celles des Länder, ainsi que l'absence de coopération structurée avec les organismes d'aide aux usagers de drogues et les organisations d'entraide. Il a indiqué que des pays comme la Suisse et l'Espagne avaient adopté une approche plus coordonnée.

Les chercheurs ont étayé leurs demandes par des chiffres de santé publique qui, selon eux, montrent l'ampleur du problème. D'après Heino Stöver, le tabac provoque environ 131 000 décès par an en Allemagne, ce qui en fait le principal risque sanitaire évitable du pays. Il a ajouté que la consommation d'alcool entraîne plus de 74 000 décès par an et intervient comme facteur concomitant dans environ 300 000 actes de violence chaque année.

Parmi les mesures proposées, Heino Stöver a appelé à apposer sur les étiquettes des bouteilles d'alcool des avertissements sanitaires comparables à ceux qui figurent sur les paquets de cigarettes. Il a également estimé qu'il fallait étendre les espaces sans alcool au-delà des gares, sur le modèle des restrictions concernant le tabac, faisant valoir que le public ne devrait pas être confronté à l'alcool dans tous les lieux de vie.

Il a aussi proposé de relever de 16 à 18 ans l'âge minimum pour acheter de la bière et du vin en Allemagne. Selon Heino Stöver, la vente d'alcool exclusivement dans des magasins spécialisés a donné des résultats positifs en Suède. Il a également critiqué la facilité avec laquelle il est possible de se procurer des cigarettes en Allemagne : le pays compte environ 340 000 distributeurs automatiques de cigarettes, plus que tout autre pays, et les prix du tabac n'y sont pas élevés au regard des normes européennes.

Pour illustrer le durcissement de la réglementation à l'étranger, Heino Stöver a indiqué que l'Angleterre avait pris des mesures visant à interdire l'achat de produits du tabac aux personnes nées en 2009 ou après. Plus généralement, il estime que l'Allemagne s'est trop appuyée sur la facilité d'accès et la responsabilité individuelle, tandis que d'autres pays ont davantage recours à la hausse des prix, aux restrictions de vente et aux campagnes de santé publique.

Ces propositions ne constituent pas une politique gouvernementale, mais pourraient avoir des conséquences pour le secteur des boissons si elles recueillent un soutien politique. Le relèvement de l'âge légal d'achat de la bière et du vin, l'obligation d'apposer des avertissements sur les étiquettes et le durcissement des règles concernant les lieux de vente ou de consommation d'alcool pourraient affecter l'accès au marché, le conditionnement et la distribution des brasseurs, des domaines viticoles et des entreprises de spiritueux présents en Allemagne.

Le rapport accentue la pression sur un débat politique qui prend de l'ampleur, alors que des experts de la santé réclament des outils de prévention plus efficaces et que les organisations professionnelles surveillent les éventuelles modifications des règles de vente. Pour l'heure, ces recommandations figurent dans un rapport indépendant et non dans un plan annoncé par le gouvernement, mais elles remettent sur le devant de la scène la question d'un durcissement de la réglementation sur l'alcool et le tabac dans la première économie d'Europe.